

Léon TROTSKY

---

# LE TERRORISME



———— PARIS ————  
Bibliothèque Communiste  
———— 1920 ————

PRIX : 40 centimes

Fontanel

# LE TERRORISME

par

L. TROTSKY



PARIS

BIBLIOTHÈQUE COMMUNISTE

1920

## LE TERRORISME

Dans son livre : *Terrorisme et Communisme*, Kautsky dit que le communisme conduit les gouvernements socialistes au terrorisme sanglant. Les bolcheviks en Russie entrèrent les premiers dans cette voie : c'est pourquoi ils se virent sévèrement condamnés par tous les socialistes non partisans des méthodes bolchevistes, entre autres par les socialistes de la majorité allemande. Mais, dès que ces derniers virent leur domination menacée, ils recoururent à ce même régime de terreur qu'ils condamnaient en Orient (page 9). Une déduction devrait s'en imposer que le terrorisme est beaucoup plus profondément lié à la nature même de la révolution que ne le supposaient certains augures. 17

Mais la déduction qu'en tire Kautsky est diamétralement opposée ; d'après lui, le développement formidable du terrorisme blanc ou rouge, pendant toutes les dernières révolutions — russe, allemande, autrichienne et hongroise — prouve que ces révolutions ont dévié de leur juste voie et qu'elles n'ont pas été ce qu'elles eussent dû être, selon les rêves théoriques de Kautsky. Ne voulant pas approfondir la question de l'inhérence du terrorisme à la révolution, nous allons nous arrêter à quelques exemples de révolutions telles qu'elles nous sont présentées par l'histoire.

Rappelons-nous, pour commencer, l'époque de la Réforme religieuse qui fut le point de séparation entre l'histoire du moyen âge et l'histoire moderne. Nous y voyons que plus cette réforme touchait les intérêts profonds des masses populaires et que plus large était son champ d'action, d'autant plus de développement prenait la guerre civile sous différents drapeaux religieux et d'autant

plus farouche était la terreur exercée par les partis en lutte.

Au XVII<sup>e</sup> siècle, l'Angleterre eut deux révolutions. La première provoqua de grandes secousses sociales et des guerres, et, entre autres conséquences, aboutit à l'exécution du roi Charles I<sup>er</sup>. La seconde finit par l'avènement de la nouvelle dynastie. La bourgeoisie anglaise et ses historiens considèrent ces révolutions comme très différentes. D'après eux, la première n'est que désordres de la populace, « la grande révolte », tandis que la seconde est connue sous le nom de « révolution glorieuse ». La différence dans les appréciations sur ces deux révolutions nous est exposée par l'historien français Augustin Thierry. C'est le peuple qui agissait pendant la première révolution anglaise ; il demeurait, au contraire, presque inactif pendant la seconde. Dans l'état de servitude où l'on tient les classes opprimées, il est difficile d'enseigner aux masses des manières courtoises. Quand elles sont à bout de patience, elles ont recours à toutes les armes : à la pique ou à la pierre, au feu ou à la corde. Les historiens, courtisans des exploiters, s'en voient offensés. Néanmoins, l'événement capital de l'histoire moderne de l'Angleterre, c'est la « grande révolte » et non pas la « révolution glorieuse ».

Le plus grand événement de l'histoire moderne, après la « grande révolte », c'est la grande Révolution française du XVIII<sup>e</sup> siècle. Elle dépasse de beaucoup par son importance les deux révolutions qui l'ont précédée. A cette révolution classique correspondait une terreur classique également. Kautsky veut bien excuser la terreur des jacobins, reconnaissant qu'il était impossible de sauver la République par d'autres moyens. Cette justification rétrospective nous importe peu. Les Kautsky du XVIII<sup>e</sup> siècle (les leaders girondins) voyaient dans les jacobins le mal personifié. Un historien petit bourgeois français fait une comparaison instructive, dans sa banalité, des jacobins aux girondins. « Les uns comme les autres aspiraient à la République ; mais, tandis que les girondins aspiraient à une République libre, légitime et gra-

cieuse, les montagnards la voulaient despotique et terrifiante. Les uns et les autres étaient partisans du pouvoir suprême du peuple, mais les girondins entendaient avec raison, sous le mot peuple, tous les citoyens sans exception, tandis que pour les montagnards, seule la classe ouvrière était peuple et que, par conséquent, ce n'est qu'à cette classe que devait appartenir le pouvoir. »

L'antithèse entre les chevaliers magnanimes de l'Assemblée Constituante et les partisans sanguinaires de la dictature sanguinaire se dessina à cette occasion assez complètement, mais dans les termes politiques de l'époque.

La dictature de fer des jacobins fut provoquée par la situation extrêmement difficile de la France révolutionnaire. Voici comment en parle un historien bourgeois : « Des armées étrangères envahissent de quatre côtés le territoire français : au nord, les Anglais et les Autrichiens ; en Alsace, les Prussiens ; en Dauphiné jusqu'à Lyon, les Piémontais, et les Espagnols dans le Roussillon ; en même temps, la guerre civile sévissait sur quatre points différents : en Normandie, en Vendée, à Lyon et à Toulon. » Cette situation fut encore aggravée par l'existence d'un nombre considérable de partisans secrets de l'ancien régime prêts à aider l'ennemi par tous les moyens.

Il convient de déclarer ici que la sévérité de la dictature prolétarienne en Russie est déterminée par une situation non moins difficile. Sans compter les armées blanches de Koltchak, de Denikine, etc., la République des Soviets eut à lutter simultanément ou consécutivement contre Allemands, Autrichiens, Tchéco-Slovaques, Serbes, Polonais, Ukrainiens, Roumains, Français, Anglais, Américains, Japonais, Finnois, Esthoniens, Lithuaniens... Le pays, affamé par le blocus, était en proie à des conjurations perpétuelles, soulèvements et actes terroristes. Les adversaires du régime des Soviets faisaient tout pour le contrarier : on détériorait les routes et les ponts, on démolissait les dépôts de toute nature.

« Le gouvernement qui eut à lutter contre des ennemis innombrables à l'extérieur et à l'intérieur

n'avait ni assez de troupes, ni l'argent nécessaire. Il n'avait que l'énergie indomptable et l'appui chaleureux des éléments révolutionnaires du pays. Le gouvernement avait en outre un courage incomparable qui lui permit de prendre toutes les mesures susceptibles de sauver la patrie. » C'est en ces termes que M. Plekhanov caractérisa jadis le gouvernement jacobin.

Examinons aussi la révolution qui eut lieu aux Etats-Unis d'Amérique dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle

Quoique il s'agisse seulement de la suppression de l'esclavage et non pas de la propriété en général, les institutions démocratiques se montrèrent néanmoins complètement incapables de régler le conflit sans qu'une lutte s'ensuivit. Les Etats du Sud, battus aux élections de 1860, étaient prêts à rétablir, par n'importe quels moyens, l'influence qu'ils possédaient auparavant. Ces Etats entrèrent en lutte pour le maintien de l'esclavage, tout en se montrant prodigues de belles paroles sur la liberté et l'indépendance. Il en advint toutes les conséquences d'une guerre civile. Dès les débuts, les autorités militaires de Baltimore emprisonnèrent dans le fort Mac-Henry quelques citoyens partisans du régime d'esclavage, violant ainsi le statut de l'*habeas corpus*. La question de la légalité de cette mesure passionna l'opinion publique et fut l'objet d'une vive discussion entre les « hautes compétences ». M. Teney, juge supérieur, décida que le président de la République n'avait pas le droit de suspendre la loi de l'*habeas corpus*, ni d'accorder aux autorités militaires l'autorisation de la suspendre.

Un des premiers historiens de cette guerre entre les Etats du Sud et ceux du Nord écrit à ce sujet que telle devait être, en effet, la solution constitutionnelle de la question. Mais la situation fut tellement critique et la nécessité d'adopter des mesures efficaces fut tellement impérieuse que, non seulement le gouvernement, mais tout le peuple des Etats-Unis approuva les mesures de répression les plus rigoureuses (*Histoire de la Guerre amé-*

ricaine, par Fletcher, lieutenant-colonel de chasseurs de la Garde écossaise).

Certains produits dont avait besoin le Sud révolté lui furent fournis en fraude par certains commerçants du Nord. Afin de supprimer ce commerce, on eut recours aux répressions. Le 6 août 1861, le Congrès adopta et le président de la République approuva la loi sur « la confiscation des biens employés à soutenir l'insurrection ». Même les éléments les plus démocratiques du peuple approuvaient les mesures extrêmes. Le parti républicain possédait une influence prédominante dans le Nord et des personnes soupçonnées de sympathie pour les Etats du Sud en révolte étaient exposées à toutes sortes de violences. C'est ainsi que, dans certaines villes du Nord et même dans l'Etat de la Nouvelle-Angleterre, renommée par son esprit démocratique, la foule pénétrait souvent dans les bureaux de rédaction des journaux réactionnaires. Elle y démolissait les instruments typographiques de ses imprimeries et il arriva que les éditeurs de ces journaux eurent la figure enduite de goudron et ornée de plumes par la foule qui les faisait conduire en cet état sur les places publiques. Cette torture ne prenait fin que lorsque le patient jurait fidélité à l'Union. Ce ne fut pas tout. « Quant au gouvernement, nous dit l'historien, il exerçait, lui aussi, des mesures de répression contre les éditeurs de l'opposition, et la presse américaine, libre jusqu'à cette époque, eut un sort identique à celui de la presse des pays autocratiques de l'Europe. » La liberté de la parole subit le même sort. « C'est ainsi, continue le lieutenant-colonel Fletcher, que le peuple américain abdiqua la majeure partie de ses libertés et, fait digne d'intérêt, il était à ce point absorbé par les péripéties de la guerre, tellement pénétré de l'idée qu'il devait tout sacrifier afin d'obtenir gain de cause, que, loin de regretter la liberté perdue, il ne s'apercevait même pas de cette perte. »

Bien plus sévère était l'action des propriétaires d'esclaves du Sud. Le comte de Paris écrit à ce sujet ce qui suit : « Partout où la majorité fut en faveur de l'esclavage, l'opinion publique manifes-

tait son intransigeance envers la minorité. Tous ceux qui regrettaient le drapeau de l'Union étaient forcés de se taire et de dissimuler leurs sentiments. Bientôt on obligea même les indifférents de manifester leur dévouement au nouvel état de choses. Ceux qui résistaient étaient livrés à la haine et aux violences de la foule... Dans tous les centres des Etats Sud-Ouest, des comités de surveillance furent formés. En faisaient partie principalement ceux qui se distinguaient par leurs idées extrémistes au courant de la lutte électorale... Ordinairement, c'était dans un cabaret qu'avaient lieu les réunions de ces comités, et l'orgie se mêlait à la parodie de justice. Quelques enragés, se tenant autour du comptoir, souillé par des restes de whisky, jugeaient leurs concitoyens souvent en l'absence des accusés. L'interrogé voyait préparer la corde fatale avant que la sentence ne soit prononcée. Celui qui avait omis de se présenter devant ce tribunal apprenait la condamnation frappée, dans une embuscade à l'entrée de la forêt, d'une balle tirée par son bourreau. »

Cette image ressemble en tous points aux scènes qui se passaient journellement dans les territoires occupés par Koltchak, Denikine, Youdenitch et autres héros de la « démocratie anglo-française et américaine ».

Nous examinerons plus loin la question du terrorisme pendant la Commune de 1871. En tout cas, les tentatives de Kautsky d'opposer les actions de la Commune aux nôtres ne résistent pas à une critique approfondie, et ses démonstrations ne sont qu'un verbiage de qualité inférieure.

L'institution de livraison d'otages, qu'il nous reproche, est probablement inhérente au terrorisme de la guerre civile. Kautsky s'élève contre cette institution et contre le terrorisme en général, mais il les approuve exercés par la Commune qui eut lieu il y a cinquante ans. Il en surgit une contradiction, mais fort heureusement la dialectique est là pour tourner la difficulté.

Kautsky nous explique que le décret de la Commune sur les otages (qui furent ensuite fusillés en représailles des cruautés des Versaillais) fut

adopté dans le but de conserver des vies humaines et non pas pour en supprimer.

Ceci est une découverte magnifique ! Elargissons seulement cette conception. Nous pouvons, et il est de notre devoir de déclarer que si nous exterminons des gardes blancs, c'est pour que ces derniers n'assassinent pas les ouvriers. Par conséquent, notre but à nous est également celui de conservation et non pas d'extermination. Mais puisqu'il faut lutter, armes en mains, afin de conserver les vies humaines, cette lutte se traduit fatalement par une extermination. L'enigme qui en surgit fut éclairée encore par le vieux Hegel, sans compter les compétences bien plus anciennes.

La Commune ne pouvait se maintenir et se fortifier que grâce à une lutte cruelle contre les Versaillais. Ces derniers avaient un nombre considérable d'agents à Paris même. Luttant contre les bandes de Thiers, elle ne pouvait pas ne pas exterminer les Versaillais sur le front et à l'arrière.

Si la domination de la Commune avait dépassé les limites de la Ville de Paris, elle aurait rencontré en province des ennemis encore plus acharnés parmi la population paisible. La Commune ne pouvait, dans sa lutte contre la royauté, accorder la liberté de parole aux agents royalistes à l'intérieur.

Malgré les événements mondiaux actuels, il ne paraît pas saisir ce qu'est une guerre en général et surtout ce qu'est une guerre civile. Il ne se rend pas compte que tout partisan de Thiers à Paris n'était pas seulement un adversaire de principe, mais surtout un agent et un espion, un ennemi farouche prêt à frapper les Communards dans le dos. Il est toujours indispensable de désarmer son adversaire si l'on veut en avoir raison ; pendant la guerre, cela signifie le détruire.

Le problème de la révolution, comme celui de la guerre, est de briser la volonté de l'adversaire, l'obliger à capituler et lui faire accepter les conditions du vainqueur. La volonté est, certes, un facteur d'ordre psychique, mais la révolution ne

tend pas à atteindre son but par des meetings, discussions publiques ou congrès. C'est par l'emploi des moyens matériels, quoique en moindre degré, que, pendant la guerre, elle veut triompher.

La bourgeoisie elle-même conquit le pouvoir par des soulèvements et le consolida par des guerres civiles. En temps de paix, elle le maintient à l'aide d'un système varié de répressions. Tant qu'existe une société basée sur l'antagonisme de classes, aussi longtemps la répression reste le seul moyen de subjuguer la volonté des classes opprimées. Si, par impossible, la dictature du prolétariat réussissait à s'établir dans un pays quelconque sous forme extérieurement démocratique, la guerre civile n'en serait pas écartée davantage. La question de domination, qui est une question de vie pour la bourgeoisie, ne pourra jamais être réglée par l'application de certains articles du Code de la Constitution, mais exclusivement par la violence sous toutes ses formes. Kautsky a beau rechercher les causes immédiates ou préhistoriques de la cruauté humaine, pour expliquer le caractère violent d'une révolution, il ne verra jamais dans l'histoire d'autres moyens que la violence pour briser la volonté de l'ennemi dans son esprit de classe.

Le degré de l'acharnement dans la lutte tient à plusieurs conditions d'ordres intérieur et extérieur. Plus acharnée et dangereuse est la résistance de la classe ennemie, plus rigoureuse est la répression qui s'ensuit, et cette répression se traduit inévitablement par la terreur.

Kautsky prend ici une toute autre position dans sa lutte contre le terrorisme soviétiste : il nie tout simplement l'acharnement de la résistance contre-révolutionnaire et il affirme qu'aucun acharnement ne se manifesta à Pétrograd ou à Moscou en 1917 et encore moins à Budapest (page 102).

D'après lui, le terrorisme révolutionnaire n'est autre chose qu'un déchaînement des instincts sanguinaires des masses bolchevistes.

La prise du pouvoir par les bolcheviks, en novembre 1917, s'accomplit avec des sacrifices insi-

gnifiants. La bourgeoisie russe se sentait tellement éloigné des masses populaires, tellement impuissante et compromise par l'issue de la guerre, elle se sentait, en outre, tellement démoralisée par le régime de Kerensky qu'elle n'a presque pas eu l'énergie de résister. Le pouvoir de Kerensky fut renversé à Pétrograd presque sans effusion de sang. A Moscou, la résistance fut plus dure, à cause d'une préparation insuffisante du plan d'opérations. Dans la plupart des villes de province, le pouvoir passait aux Soviets sur un simple télégramme de Pétrograd ou de Moscou. Si les choses en étaient restées là, il n'aurait même pas été question de terreur rouge. Mais, déjà en novembre 1917, la résistance des classes possédantes commença à se manifester. Il est exact qu'il fallut l'intervention des gouvernements impérialistes occidentaux pour que la contre-révolution eût confiance dans le succès et prêtât une vigueur croissante à la résistance. Ceci peut être prouvé par des faits importants ou même insignifiants qui se produisirent journellement pendant toute l'époque de la révolution soviétique.

Le « Quartier Général » de Kerensky ne se sentait aucun appui dans les masses militaires ; il était prêt à reconnaître la république des Soviets qui engageait à ce moment des pourparlers avec les Allemands en vue d'un armistice. Mais les missions militaires de l'Entente protestèrent, menaçantes. Le quartier général, pris de peur et excité par des officiers alliés, décida la résistance aux ordres des Soviets. Ce fait provoqua un conflit armé et l'assassinat du général Doukhonine, chef de l'état-major de campagne, par les matelots révolutionnaires.

A Pétrograd même, les agents officiels de l'Entente, d'accord avec les socialistes révolutionnaires et les mencheviks, organisèrent ouvertement la résistance dès le second jour du coup d'Etat. Ils mobilisèrent et armèrent les junkers et les jeunes gens de la bourgeoisie en général et les excitèrent contre le pouvoir nouvellement établi. Le soulèvement des junkers du 10 novembre fit cent fois plus de victimes que le coup d'Etat du 7 novembre. La

marche aventureuse de Kerensky-Krasnov sur Petrograd, provoquée par l'Entente, fut la première cause de l'acharnement dans la lutte. Néanmoins, le général Krasnov, capturé, fut libéré sur parole. L'émeute de Yaroslav, qui eut lieu en été 1918 et qui fit tant de victimes, fut organisée par Savinkov, à l'instigation et aux frais de l'ambassade française. Arkhangel fut occupé en exécution du plan conçu par les autorités militaires et maritimes de l'Angleterre, avec le concours des navires de guerre et des avions anglais. C'est le corps tchéco-slovaque, payé par la France, qui contribua à la création de la dictature de Koltchak, homme de paille de la haute finance américaine. Kaledine et le général Krasnov, libérés par nous sur parole, furent les premiers chefs de la contre-révolution du Don : ils ne purent obtenir des succès partiels que grâce à l'aide militaire et financière ouvertement accordée par l'Allemagne. En Ukraine, le pouvoir des Soviets fut renversé, en 1918, par le militarisme allemand. L'armée volontaire de Denikine fut créée avec le concours financier et technique de la France et de l'Angleterre, de même que l'armée de Youdenitch dut son existence au concours matériel de l'Angleterre.

Les politiciens, diplomates et journalistes des pays de l'Entente discutèrent ouvertement, durant les deux dernières années, la question des avantages de l'entretien de la guerre civile en Russie. Dans ces conditions, il faut être vraiment d'esprit obtus pour attribuer les causes du caractère sanglant de la guerre civile en Russie aux bolcheviks, au lieu d'en rendre responsable la situation internationale.

La prolétariat russe entra le premier dans la voie de la révolution sociale, et sa bourgeoisie, politiquement et économiquement impuissante, mais voyant dans tous les autres pays sa classe garder encore le pouvoir économique, politique et même militaire, n'osa pas se résigner au nouvel état de choses en Russie.

Si notre coup d'Etat du mois de novembre 1917 avait eu lieu quelques mois ou même quelques semaines après l'établissement de la dictature du

prolétariat en Allemagne, en France et en Angleterre, cette révolution eût été certainement une des plus pacifiques, une des moins sanglantes que l'histoire ait jamais enregistrées. Mais cet enchaînement historique qui, à l'examen superficiel, eût paru le plus naturel et, en tout cas, le plus avantageux pour la classe ouvrière russe, n'eut pas lieu, et ceci non pas par notre faute, mais par celle des événements. Au lieu d'être le dernier, le prolétariat russe fut le premier, et c'est précisément cette circonstance qui, après un moment d'indécision, contribua à donner à la résistance des classes dominantes un caractère acharné. C'est encore cette circonstance qui obligea le prolétariat russe à avoir recours à la terreur contre elle pour parer aux dangers extrêmes de l'invasion étrangère, des conjurations et soulèvements à l'intérieur. A l'heure actuelle, personne ne pourrait nier l'efficacité de la terreur. Kautsky pourrait tout au plus la considérer comme « inadmissible ».

La classe ouvrière, après avoir conquis de haute lutte le pouvoir, eut pour devoir de le consolider, d'affermir sa domination, de supprimer toute velléité de coups d'Etat pour assurer ainsi les réformes sociales en vue desquelles la révolution fut accomplie. Autrement il eût été inutile de conquérir le pouvoir.

« Logiquement », la révolution n'implique pas la terreur, de même que « logiquement », elle n'implique pas une insurrection armée. Quelle banalité, vide de sens ! Mais la révolution exige de la classe révolutionnaire la prise de toutes les mesures pour le triomphe de la cause : entre autres le soulèvement armé ou le terrorisme, si c'est nécessaire. La classe révolutionnaire est obligée de supprimer, armes en main, toute tentative de lui arracher le pouvoir conquis. Elle opposera une armée à toute armée ennemie ; elle réprimera avec une extrême sévérité, toute conjuration armée. Kautsky connaît-il d'autres moyens pour la défense de la révolution ou réduit-il toute la question au degré de la répression et nous propose-t-il de remplacer la peine capitale par l'emprisonnement ?

La forme ou le degré de la répression ne peut

aucunement être une question de « principe » : c'est une question d'utilité. Dans une époque révolutionnaire, le parti écarté du pouvoir, qui ne veut pas reconnaître le caractère de stabilité du nouveau régime et lutte désespérément contre lui, ce parti ne peut être mis à la raison par la crainte de la peine de prison qui, selon lui, ne pourrait être que de courte durée. C'est par cette déduction, simple mais décisive, qu'on peut justifier les nombreuses exécutions pendant la guerre civile.

Kautsky veut peut-être dire que, généralement, l'exécution n'atteint pas le but désiré, parce qu'il est « impossible d'effrayer toute une classe ». Ceci ne serait pas exact.

La terreur n'est impuissante que lorsqu'elle est exercée par la réaction contre une classe à son avènement historique, surtout si cette réaction est déjà en période de décadence. Mais la terreur peut être très efficace si elle est employée contre la classe réactionnaire qui ne veut pas descendre de la scène. L'intimidation est un moyen important de la politique internationale ou intérieure. La guerre, tout comme la révolution, est basée sur l'intimidation. L'armée victorieuse ne détruit généralement qu'une infime partie de l'armée vaincue ; elle terrifie et brise la volonté de ceux qui subsistent. La révolution agit de la même façon : elle supprime des personnes isolées et en terrifie des milliers. Dans ce sens, la terreur rouge ne se distingue pas d'une insurrection armée, dont elle est la suite logique. Seuls ceux qui repoussent par principe toute violence — c'est-à-dire toute guerre et tout soulèvement — peuvent condamner « moralement » la terreur gouvernementale de la classe révolutionnaire ; des quakers hypocrites seuls soutiendraient pareilles thèses.

« Par quoi votre tactique, dans cette circonstance, se distingue-t-elle de celle employée par le tsarisme ? » nous demandent les prêtres du libéralisme et les disciples de Kautsky.

Ne le saisissez-vous pas, saints hommes ? Nous allons vous l'expliquer. La terreur du tsarisme était dirigée contre le prolétariat. La gendarmerie tsariste étouffait les ouvriers luttant pour le régime

socialiste. Nos commissions extraordinaires, à nous, font fusiller des propriétaires de terres, des capitalistes, des généraux qui font tout pour la restauration du régime capitaliste. Saisissez-vous la différence ? Pour nous, communistes, elle suffit à notre justification.

### *La liberté de la Presse*

Il y a un point qui inquiète particulièrement Kautsky, auteur d'un grand nombre de livres et d'articles, c'est la question de la liberté de la presse. Peut-on, oui ou non, suspendre des journaux ?

En temps de guerre, tous les organes du gouvernement et de l'opinion publique se mettent directement ou indirectement au service du pouvoir pour la conduite des hostilités. Ceci concerne surtout la presse. Aucun gouvernement, engagé dans une guerre difficile, n'autoriserait l'existence sur son territoire d'éditions soutenant l'ennemi ouvertement ou secrètement. Ceci est encore plus vrai pour la guerre civile. La nature de cette dernière est telle que dans chaque camp en lutte il y a derrière les armées des masses considérables partisans de l'ennemi. Pendant la guerre, les agents et espions ennemis saisis à l'arrière des lignes de combat sont exécutés. Ceci n'est pas humain, mais personne, jusqu'à présent, n'a prétendu que la guerre en général et surtout la guerre civile était une école d'humanité.

Peut-on soutenir sérieusement que les éditions appuyant les gardes blancs de Denikine doivent être autorisées à paraître librement à Petrograd ou à Moscou ? Prétendre cela serait aussi ridicule qu'exiger la publication de secrets militaires.

« Une ville assiégée, écrivait le communard Arthur Arnaud au sujet du siège de Paris, ne peut admettre que l'on manifeste le désir de la voir prise, que l'on appelle les combattants à la trahison, qu'on communique les mouvements de ses troupes à l'ennemi. Telle était la situation de la Commune à Paris. » Telle est aussi la situation de la république des Soviets durant les deux an-

nées de son existence. Voyons néanmoins ce que Kautsky dit à ce sujet :

« La justification de ce système (des répressions envers la presse) aboutirait à la croyance qu'il existe une vérité absolue (!) et que les communistes seuls la possèdent (!). Ce système, continue Kautsky, aboutirait à cette opinion que tous les écrivains sont des menteurs (!) et que seuls les écrivains communistes seraient des fanatiques de la vérité (!). En réalité, il y a des menteurs et des fanatiques dans tous les camps... »

C'est ainsi que Kautsky affirme que la révolution doit demeurer un champ de libre discussion littéraire afin de déterminer la vérité ; d'après lui, elle doit le demeurer même au moment où la révolution entre dans une phase aiguë et lorsqu'il s'agit d'une question de vie pour les classes en lutte. Quelle profondeur d'idées ! Notre vérité n'est certes pas absolue, mais puisque nous versons notre sang en son nom, nous ne pouvons ni ne devons discuter courtoisement sur la relativité de la vérité avec ceux qui nous « critiquent » en employant les armes de toute nature.

Notre but n'est pas non plus de punir des imposteurs ou d'encourager les justes de la presse de toutes tendances. Nous voulons étouffer le mensonge de classe de la bourgeoisie et assurer le triomphe de la vérité de classe du prolétariat, indépendamment de ce que, dans les deux camps, peuvent se trouver de fanatiques ou d'imposteurs.

Kautsky affirme que le pouvoir soviétique a aboli le seul obstacle à la corruption en supprimant la liberté de la presse ; que seul le contrôle par la presse pouvait écarter tous les bandits et les aventuriers qui se cramponnent inévitablement au pouvoir illimité et sans contrôle (page 140).

La presse comme instrument efficace contre la corruption ! Cette recette libérale paraît singulièrement enfantine lorsque nous la jugeons d'après les effets qu'elle produit dans les deux pays où la presse est la plus libre : aux Etats-Unis et en France ; c'est dans ces deux pays que la corrup-

tion capitaliste est plus florissante que dans n'importe quel autre Etat.

Se basant sur les racontars des déchets de la révolution russe, Kautsky imagine que sans la presse cadette et mencheviste, l'appareil soviétique périrait, corrompu par des bandits et des aventuriers. Telle était, en effet, l'opinion des mencheviks il y a un an environ ; eux-mêmes n'oseraient plus l'affirmer à l'heure actuelle. Le pouvoir soviétique aidé par le concours de l'élite du Parti Communiste et grâce à un contrôle minutieux, est venu à bout des bandits et des aventuriers qui avaient surnagé au moment du coup d'Etat, et ceci mieux que tout autre gouvernement dans n'importe quel autre pays.

Nous faisons la guerre. Nous luttons désespérément. La presse n'est pas un instrument de la société abstraction, mais de deux camps intransigeants, armés et en lutte. Nous supprimons la presse de la contre-révolution au même titre et pour les mêmes raisons que nous détruisons ses positions fortifiées, ses dépôts, ses voies de communication, ses services de renseignements... Nous nous privons, hélas ! des blâmes de la presse cadette et mencheviste relatant les corruptions de la classe ouvrière. Heureusement nous compensons cette perte par la destruction de la corruption capitaliste.

Kautsky, développant son thème, va bien plus loin. Il nous accuse de supprimer la publication des journaux socialistes-révolutionnaires et menchevistes et de faire arrêter parfois les chefs de ces partis. Il ne s'agit pas ici de « nuances » dans le prolétariat ou dans le mouvement socialiste. Le pédant ne voit pas la signification des faits derrière les paroles courantes. Pour lui, les mencheviks et les socialistes révolutionnaires ne sont que des simples courants dans le socialisme, tandis qu'effectivement ils forment une organisation qui s'est alliée ouvertement à la contre-révolution et qui est en lutte déclarée contre nous. L'armée de Koltchak fut créée par les socialistes révolutionnaires et soutenue par les mencheviks. Ces deux partis nous font la guerre sur le front

nord. Le gouvernement du Caucase formé par les mencheviks, anciens alliés des Hohenzollern et actuellement alliés de Lloyd George, faisait arrêter et fusiller les bolcheviks comme faisaient les officiers allemands ou anglais. Ce sont les mencheviks et les socialistes révolutionnaires de la rada du Kouban, qui contribuèrent puissamment à la création de l'armée de Denikine. Des mencheviks esthoniens faisaient partie du gouvernement de Youdenitch et prenaient une part active aux opérations contre Petrograd. Vous voyez ce que sont ces simples « courants » du socialisme.

Kautsky considère que les bolcheviks, tout en étant ouvertement en état de guerre avec les mencheviks et les socialistes révolutionnaires qui luttent, avec l'aide de Kollchak, Denikine et Youdenitch, pour leur « courant » dans le socialisme, devraient laisser toute liberté à ces « nuances » de se manifester dans la presse de l'arrière. Si le conflit avec les mencheviks et les socialistes révolutionnaires, pouvait être réglé par voie de persuasion ou de discussion, c'est-à-dire si derrière eux ne se trouvaient pas les impérialistes russes et étrangers, la guerre civile n'aurait pas eu de raison d'être.

Il est vrai que Kautsky est prêt à condamner également le blocus et le concours de l'Entente à Denikine de même que la terreur blanche (ceci ne lui coûte que quelques gouttes d'encre). Mais, dans sa très haute impartialité, il ne peut refuser des circonstances atténuantes à ces derniers. La terreur blanche, voyez-vous, ne viole pas ses principes, tandis que les bolcheviks, exerçant la terreur rouge, se révèlent traîtres au principe de la « sacro-sainteté » de la vie humaine qu'ils ont eux-mêmes proclamé (page 137). Kautsky ne s'explique pas sur ce principe et sur sa distinction du commandement : « Tu ne tueras point ». Est-il autorisé à tuer un assassin, le couteau à la main, prêt à égorger un enfant ? Le principe de « sacro-sainteté de la vie » en serait-il violé ? Doit-on tuer un assassin pour sauver sa vie ? Le soulèvement des esclaves contre leurs agres-

seurs est-il admissible ? Peut-on conquérir la liberté en supprimant ses geôliers ? Si la vie humaine en général est sacrée et inviolable, non seulement le terrorisme ne devrait plus exister, mais la révolution même ne nous serait plus possible. Je crois que Kautsky ne se rend pas compte de la signification contre-révolutionnaire de ce principe, qu'il essaye de nous imposer. Nous verrons ailleurs qu'il nous reproche la paix de Brest-Litovsk ; d'après lui, nous aurions dû continuer la guerre.

Mais qu'en serait-il advenu du fameux principe ? La vie cesse-t-elle d'être sacrée lorsqu'il s'agit de personnes parlant des langues différentes et les assassinats en masses d'après des règles stratégiques et tactiques ne sont-ils plus des assassinats ? Il est difficile, en vérité, de proclamer à notre époque un principe plus hypocrite et plus stupide !

Tant que la force de l'ouvrier et, par conséquent, sa vie même, demeurent des objets de trafic et sont bonnes à être dilapidées, le principe de l'inviolabilité de la vie humaine n'est qu'un mensonge ignoble ayant pour but d'enchaîner plus fortement encore les esclaves.

Nous luttons contre la peine de mort introduite par Kerensky parce que cette peine était prononcée par des cours martiales de l'ancienne armée contre les soldats qui se refusaient de continuer la guerre impérialiste. Nous arrachâmes cette arme des mains des anciens tribunaux militaires et supprimâmes l'ancienne armée qui les avait créés. Exterminant dans l'armée rouge et dans le pays en général les conjurés tentant à restaurer l'ancien régime par des soulèvements, assassinats, tentatives de désorganisation de l'armée, nous agissions selon les dures lois de la guerre dont nous voulons être les vainqueurs.

Si nous voulions chercher des contradictions, nous en trouverions certainement du côté de la terreur blanche qui est un instrument de ces classes qui se considèrent comme chrétiennes, partisans de la philosophie idéaliste et qui sont fermement convaincues que la vie (surtout leur pro-

pre) est un but par elle-même. En ce qui nous concerne, les prêches genre cléricalo-Kautsky sur l'inviolabilité de la vie humaine ne nous préoccupent nullement. Nous étions révolutionnaires dans l'opposition, nous le demeurons arrivés au pouvoir. Afin de rendre la vie sacrée, il est nécessaire de détruire au préalable le régime social qui la crucifie. Et ce but ne peut être atteint que par le fer et par le feu.

Il y a encore une différence entre les terreurs rouge et blanche, que paraît ignorer Kautsky (moderne), mais qui a une importance énorme pour tout marxiste convaincu. La terreur blanche est un instrument de la classe historiquement réactionnaire. Au moment où nous indiquions l'inanité de la répression d'un gouvernement bourgeois contre le prolétariat, nous n'avons pas nié que les classes au pouvoir puissent retarder, dans certaines conditions, le développement de la révolution sociale, mais nous étions toujours sûrs qu'il était impossible de l'arrêter complètement. Nous nous basions sur le fait que le prolétariat est une classe à son avènement historique et que la société bourgeoise elle-même ne peut se développer sans qu'un surcroît de puissance du prolétariat ne s'ensuivît. A l'époque actuelle, la bourgeoisie est une classe entrée en période de décadence. Non seulement elle ne joue pas le rôle principal dans la production, mais, tout au contraire, elle détruit, par ses méthodes impérialistes d'appropriation, la fortune mondiale et la culture humaine.

Mais la bourgeoisie, historiquement ancrée au pouvoir, ne veut pas quitter la scène et risque, par cela, d'entraîner toute l'humanité à l'abîme. La terreur rouge est un instrument employé contre une classe condamnée et qui ne veut pas périr. Si la terreur blanche ne peut que retarder l'avènement historique du prolétariat, la terreur rouge fait précipiter la chute de la bourgeoisie. L'accélération a une importance décisive à de certaines époques.

Sans la terreur rouge, la bourgeoisie nous eût étouffé encore pour longtemps, c'est-à-dire jusqu'au triomphe de la révolution dans l'Europe occiden-

tale. Il faut être aveugle pour ne pas le voir ou de mauvaise foi pour le nier.

Tous ceux qui reconnaissent la valeur historique de l'existence du système soviétique doivent approuver la terreur rouge. Même Kautsky, qui avait écrit durant les deux dernières années d'innombrables articles contre le communisme et contre le terrorisme, est obligé, à la fin, de faire amende honorable en reconnaissant que le pouvoir soviétique russe est actuellement le facteur le plus important de la révolution mondiale. « Quelque opinion qu'on puisse avoir sur les méthodes bolchevistes, il faut reconnaître, écrit Kautsky, que si un gouvernement prolétaire est arrivé au pouvoir dans un pays important et s'y est maintenu depuis deux années, malgré des difficultés presque insurmontables, ce fait augmente singulièrement la confiance du prolétariat du monde entier dans sa force. Les bolcheviks ont par cela grandement contribué à la cause sacrée de la révolution » (page 153). Cette déclaration nous frappe comme quelque chose de complètement inattendu. C'est une reconnaissance inespérée, chez Kautsky, de la vérité historique. Les bolcheviks firent une grande œuvre en résistant, depuis deux ans, à la coalition capitaliste du monde entier, mais ils tirent aussi par le fer et non seulement par l'idée. Cette reconnaissance de Kautsky est une approbation involontaire des méthodes bolchevistes et en même temps un blâme vigoureux à sa critique simpliste.

### *L'influence de la guerre*

Kautsky voit une des causes du caractère sanglant de la lutte révolutionnaire dans l'influence de la cruauté de la guerre sur les mœurs. Ceci est indiscutable. Cette influence, avec toutes ses conséquences, pouvait être prévue à l'époque où Kautsky ne savait décider si l'on devait ou non voter les crédits de guerre.

« L'impérialisme — écrivions-nous il y a cinq ans environ dans notre livre : *Guerre et Impérialisme* — arrache violemment la société à son

état d'équilibre instable. Il rompt les écluses par lesquelles les social-démocrates retenaient le courant de l'énergie du prolétariat et s'en sert dans ses buts d'hégémonie monstrueuse. Cette expérience historique, qui brise d'un seul coup l'Internationale ouvrière, contient un danger mortel pour la société bourgeoise elle-même. On enlève à l'ouvrier son outil, qu'on lui remplace par un sabre. L'ouvrier, jusqu'alors lié par le mécanisme du régime capitaliste, est arraché de son milieu et apprend à mettre les intérêts de la collectivité au-dessus de son bien-être personnel et même au-dessus de sa vie.

« L'ouvrier, muni d'armes qu'il a lui-même forgées, est mis dans une situation telle que c'est de lui seul que dépend le sort du gouvernement. Ceux qui, d'habitude, l'opprimaient et le méprisaient, le flattent et recherchent ses bonnes grâces. En même temps, l'ouvrier apprend le maniement du canon qui, d'après Lassalle, est la première force de toute Constitution. Il passe les frontières des Etats, participe aux réquisitions à main armée : sous ses coups, les villes tombent. Il s'ensuit des changements qui n'étaient pas encore connus de la dernière génération.

« Quoique les ouvriers sachent en théorie que la force est mère du droit, leur esprit n'en restait pas moins pénétré de l'idée de légalité bourgeoise ; voilà maintenant l'ouvrier qui apprend à la mépriser et à la détruire avec violence. Les moments statiques de la psychologie cèdent la place aux moments dynamiques. Les effets de l'artillerie lourde lui donnent l'idée que lorsqu'un obstacle ne peut être évité, il reste la possibilité de le supprimer. Presque toute la génération masculine passe par cette école terrible dans son réalisme social, et cette école crée une nouvelle espèce humaine.

« Au-dessus de toutes les normes de la société bourgeoise avec son droit, sa morale, sa religion s'élève le poing de fer de la nécessité. « Le besoin ne connaît pas de lois », déclara le chancelier allemand le 4 août 1914. Les souverains s'accusent mutuellement, sur la place publique, de

mensonges ; les gouvernements violent leurs engagements les plus solennels, et l'Eglise nationale met son Dieu au service du canon. N'est-il pas évident que ces circonstances conduisent inévitablement à des changements profonds dans la psychologie de la classe ouvrière, la guérissant radicalement de l'hypnose de la légalité créée par l'époque de stagnation politique ? Les classes possédantes s'en rendront bientôt compte à leur grande terreur.

« Le prolétariat ayant passé par l'école de la guerre s'élèvera au premier obstacle à l'intérieur ; il sentira le besoin d'employer le langage de la force. « La nécessité ne connaît pas de loi », proclamera-t-il à son tour à ceux qui essaieraient de l'arrêter par les lois du Code bourgeois, et la misère économique, conséquence de la guerre, poussera les masses à violer bien des lois » (pages 56-57).

Tout ceci est indiscutable. Mais il faut ajouter que la psychologie des classes dominantes subit une modification analogue sous l'influence de la guerre. Plus les masses seront devenues exigeantes, d'autant moins la bourgeoisie sera encline à céder.

En temps de paix, les capitalistes assurent leurs intérêts par l'exploitation pacifique du travail salarié ; en temps de guerre, ils les assurent par la destruction d'une quantité innombrable de vies humaines.

Ce fait ajoute à leur caractère un trait « napoléonien ». Pendant la guerre, les capitalistes apprennent à envoyer à la mort des millions d'esclaves de leur nationalité ou de leurs colonies, pour des profits sur les charbons, les chemins de fer, etc. La bourgeoisie fournit, pendant la guerre, des centaines de milliers d'officiers, guerriers professionnels trempés pour le combat et affranchis de toute retenue. La guerre finie, les officiers sont prêts à défendre les privilèges de la bourgeoisie avec un acharnement qui ne manque pas d'héroïsme en son genre. La révolution pourrait probablement être plus humaine si le prolétariat

avait des moyens de se « racheter à cette bande », selon l'expression de Marx.

Mais le capitalisme met sur les épaules du travailleur un fardeau par trop lourd ; il compromet trop la production pour qu'on puisse parler sérieusement d'un pareil rachat qui amènerait la bourgeoisie à se résigner. Les masses ont perdu trop de sang, elles souffrent trop et deviennent trop intransigeantes pour qu'elles prennent un engagement que, d'ailleurs, elles ne sauraient tenir.

A ceci s'ajoutent encore d'autres conséquences agissant dans le même sens. La bourgeoisie des pays vaincus est meurtrie par la défaite et tend à en rendre responsables les masses ouvrières et paysannes qui furent incapables de mener la « grande guerre nationale » à la victoire finale. Très instructives par leur audace sont les déclarations de Ludendorff devant la Commission de l'Assemblée Nationale. Les bandes de Ludendorff veulent se venger de leur humiliation en répandant le sang du prolétariat allemand. Quant à la bourgeoisie des pays vainqueurs, elle est pleine d'outrecuidance et plus que jamais décidée à défendre sa situation sociale avec le concours du même appareil qui lui donna la victoire. Nous avons vu la bourgeoisie internationale se montrer incapable d'organiser le partage du butin sans guerre ni destruction.

Peut-elle vraiment renoncer au butin ? L'expérience des cinq dernières années, ne nous laisse aucun doute à ce sujet. S'il était utopique auparavant de croire que l'expropriation des classes possédantes se ferait imperceptiblement et sans secousses, sans soulèvements, sans rencontres armées, sans tentative de contre-révolution et de répressions rigoureuses, il est, à l'heure actuelle, évident que la situation créée par la guerre impérialiste rend absolument nécessaires les rigueurs de la guerre civile et de la dictature du prolétariat.





LITTÉRATURE ==

== COMMUNISTE

EN VENTE

dans toutes les Librairies  
socialistes et communistes

BOUKHARINE. — <i>Le Programme des Communistes</i> .....	1 25
ANTONIO COEN. — <i>La Vérité sur l'Affaire Sadoul</i> .....	0 50
A. GLEBOV. — <i>Les Syndicats russes et la Révolution (préface de Boris Souvarine)</i> .....	0 50
KERTIENZEV. — <i>Les Alliés et la Russie</i> .....	3 »
ALEXANDRA KOLLONTAI. — <i>La Famille et l'Etat Communiste</i> .....	0 40
LENINE. — <i>Lettre aux ouvriers américains</i> ..	0 25
LENINE. — <i>Les Problèmes du Pouvoir des Soviëts</i> .....	0 50
A. RANSOME. — <i>Six semaines en Russie</i> .....	3 50
JACQUES SADOUL. — <i>Vive la République des Soviëts</i> .....	0 40
JACQUES SADOUL. — <i>Notes sur la Révolution bolchevique</i> .....	7 50
BORIS SOUVARINE. — <i>La Troisième Internationale</i> .....	0 50
BORIS SOUVARINE. — <i>Eloge des Bolcheviks</i> ..	0 50
TROTSKY. — <i>Le Terrorisme</i> .....	0 40
TROTSKY. — <i>L'Avènement du Bolchevisme</i>	4 »
CLARA ZETKIN. — <i>Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne</i> .....	0 75
*** <i>Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)</i> .....	0 60
*** <i>Constitution de la République des Soviëts</i> .....	0 30
*** <i>Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste</i> .....	0 50
*** <i>Hommage à la République des Soviëts, par H. Barbusse, etc</i> .....	1 25